

Entretien avec Leonid Efemovitch Scholnikov, secrétaire coordinateur de l'association républicaine “pour l'union et pour le parti communiste de l'union” (ARUPCU). Propos recueillis et traduits par Jean-Paul Lechas, pour l'URCF.

Question : *Cher camarade Leonid Efimovitch, racontez-nous en quelques mots l'histoire du PCUS, et l'histoire du PCBUS.*

Réponse : Le parti communiste de l'union soviétique (PCUS) a 116 ans. Son premier congrès eut lieu en 1898 à Minsk, aujourd'hui capitale de la Biélorussie. Le parti fut nommé « parti social-démocrate ouvrier de Russie » (POSDR). Cependant comme parti léniniste d'un type nouveau, véritablement révolutionnaire, le PCUS existe depuis son deuxième congrès, depuis 1903. Lors de ce congrès la majorité des délégués soutinrent Lénine dans la lutte contre l'opportunisme, et le parti détermina alors son nom de parti bolchevique (bolchevique vient du mot russe *большинство* (bolshinstvo) qui signifie majorité).

C'est ainsi que débuta l'histoire glorieuse du PCUS¹. Le parti dirigé par Lénine prit part à la révolution démocratique bourgeoise à l'époque de la Russie Tsariste en Février 1917, et 8 mois plus tard, il réussit à mener la révolution jusqu'à son terme, en jouant le rôle de l'avant garde du prolétariat et de son allié la paysannerie, *i.e.* la victoire socialiste d'Octobre 1917.

Grâce au léninisme, considérant l'insurrection révolutionnaire comme un art, le parti réussit à mener la révolution de façon pratiquement pacifique, exploit retenu par l'histoire comme « la marche triomphale du pouvoir soviétique ». Le parti mena le peuple travailleur à la construction de la première société socialiste dans l'histoire de l'humanité, quoique le pays appartint alors aux pays arriérés, ruiné de surcroît par sa participation à la boucherie impérialiste.

Le pays prit le chemin que nul autre n'avait pris jusqu'alors, le chemin de la construction d'une société sans exploitation du travail, d'une authentique démocratie populaire assurant un progrès rapide et constant dans les domaines de la techniques et de la culture, bref le pays organisa une société du bien-être matériel et spirituel de tous, pacifique et amie des peuples.

Il était certain que le monde bourgeois n'accepterait pas une telle rupture dans le capitalisme. C'est pourquoi eut lieu une intervention étrangère. Les agresseurs organisèrent, financèrent généreusement et inspirèrent l'armée blanche, fondée par les propriétaires fonciers et les capitalistes. Sous la direction du parti, la guerre civile devait se terminer par la victoire de l'armée rouge révolutionnaire qui parvint à détruire l'armée blanche et à faire fuir les armées étrangères. Une des raisons de la victoire fut la solidarité mondiale avec la classe ouvrière russe. La classe ouvrière et les progressistes de France notamment exprimèrent leur solidarité, certains communistes français vinrent se battre au côté de l'armée rouge.

Sous la direction de V.I. Lénine, et plus tard de son élève et compagnon de lutte J.V. Staline, le parti mobilisa le peuple travailleur pour la résolution rapide des problèmes de désorganisation par l' ainsi nommée « nouvelle politique économique » (NEP) ; il transforma l'ancienne « prisons des peuples » en Union des républiques socialiste soviétique (URSS – en 1922), et prit le chemin de la construction du socialisme par l'industrialisation, la collectivisation des campagnes² ; enfin, début une vraie révolution culturelle. Tout ceci fut accompagné d'une préparation à de nouvelles agressions impérialistes. En 1936 fut adoptée la première constitution dans l'histoire universelle du socialisme triomphant, la constitution de l'URSS.

La solidité du nouvel ordre socialiste fut démontrée au monde par la victoire sur l'Allemagne

1 Avant de se nommer PCUS, il porta successivement les noms suivants : (parti ouvrier social-démocrate de Russie - parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchevique) – parti communiste russe (bolchevique) – parti communiste de toute l'union (bolchevique).

2 note du traducteur : la collectivisation des campagnes aboutit à la création des kolkhozes.

hitlérienne qui attaqua perfidement l'URSS, encouragée et activement soutenue par toute l'Europe capitaliste, y compris la France.

L'héroïsme de masse qui anima l'homme nouveau, éduqué par le parti- l'homme soviétique-, la supériorité de l'ordre social soviétique, la subtile diplomatie stalinienne qui parvint à s'allier les démocraties bourgeoises de l'ouest, le rôle recteur et inspirateur de l'avant-garde joué par la classe ouvrière et ses alliés au sein de la classe laborieuses -i.e. le parti léniniste dirigé par J.V. Staline- rendirent possibles, par la mise en déroute de l'ennemi barbare et en dépit de pertes humaines et matérielles immenses, la sauvegarde de l'honneur et de l'indépendance de la patrie socialiste soviétique, et, par la même, la libération de l'Europe et du monde de la peste hitlérienne.

Sous la direction du parti, après la victoire du peuple soviétique dans la grande guerre patriotique sur l'Allemagne fasciste, eut lieu un rapide rétablissement de l'agriculture, du développement de la planification de l'économie socialiste et de la culture, et un renforcement de la défense, rendant toute agression contre la patrie impossible. Pour la première fois dans l'histoire universelle l'existence même du capitalisme mondial était menacée. Ce développement socialiste augurait une réalisation de ce que Marx prédisait de façon scientifique : la fin de la préhistoire -l'entrée dans l'histoire-, c'est à dire la victoire du communisme sur le capitalisme, permettant l'existence sur notre planète d'une société dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous, et celui-ci, la condition de celui-là.

Cependant, après l'assassinat de J.V. Staline en 1953, la direction du parti, s'embourba petit à petit dans l'opportunisme, ce qui eut pour effet l'introduction de certaines malformations bourgeoises dans la société socialiste, dont le développement s'accomplit finalement en Août 1991 avec le coup d'État Gorbatchévien- Eltsinien à Moscou, activement soutenu par les États impérialistes, lesquels s'étaient préparés pendant des décennies et attendaient le moment opportun pour infliger des coups mortels à leur adversaire géostratégique.

Le parti fut éloigné du pouvoir, du gouvernement du pays et de la société, interdit dans le pays sortant le plus important (par la taille et le poids économique) de l'effondrement de l'URSS : la Russie. Le parti fut réduit à l'activité souterraine dans de nombreux pays – dans les pays baltes, au Turkménistan par exemple. Mais dans d'autres républiques les structures soviétiques et socialistes furent détruites avant le coup d'État ayant abouti à cette fausse souveraineté bourgeoise dont ils se réclament tous aujourd'hui- une souveraineté authentique, socialiste était garantie par la constitution de l'URSS, et réalisée par l'État.

C'est ainsi que commença la tragédie-qui continue aujourd'hui- du grand peuple soviétique, trompé, calomnié et divisé par des frontières n'ayant pas lieu d'être. Le territoire soviétique voit aujourd'hui de nouveau sur son sol se développer l'injustice sociale, l'exploitation sans bornes, la misère, l'arbitraire, et la guerre.

Mais le parti communiste de l'Union soviétique (PCUS)³, auteur de l'URSS et pivot de son système social et politique, sut perdurer, grâce à l'abnégation de quelques dirigeants, ou simples membres du parti, restés fidèles aux idées du grand Octobre socialiste, c'est-à-dire aux intérêts de la classe ouvrière et de ses alliés laborieux (partant fidèles aux intérêts de l'humanité). En 1993, eut lieu à Moscou le 29 congrès du PCUS, qui pour des raisons tactiques prit alors la décision de se renommer ainsi : Union des partis communistes- PCUS (UPC-PCUS). Oleg Semenovitch Chenine, ancien membre du bureau politique du PCUS, en devint le président.

Le parti rassembla alors de solides communistes, fidèles aux idées d'Octobre rouge et aux intérêts du prolétariat, il put se défaire des renégats, et de l'opportunisme, et débuta un long travail pour retrouver la confiance des ouvriers soviétiques, et de ses alliés laborieux. Ce travail consistait et consiste à défendre leurs intérêts sociaux et politiques dans une lutte acharnée contre le capital. L'objectif stratégique du peuple soviétique est, selon notre parti, la renaissance du pouvoir soviétique comme

3 Il prit son nom au 19 congrès du parti de toute l'union (bolchevique) en 1952, alors sous la direction de J.V. Staline.

dictature du prolétariat allié à la paysannerie, aux intellectuels animés par le socialisme scientifique et par les fonctionnaires soviétiques de l'État commun des soviétiques de toutes les nationalités. Cette renaissance de l'Union Soviétique ne se fera que par la fidélité à la ligne révolutionnaire léniniste-stalinienne ; celle-ci mettra en déroute la restauration capitaliste, dont le destin est d'être temporaire.

Au 33^{ème} congrès du PCUS, le 29 Février 2004, le parti retrouva son nom historique, le PCUS.

L'histoire du parti communiste de Biélorussie (PCB) commençant en 1918-1919 avec la fondation de la république socialiste de Biélorussie soviétique (RSBS) est indissociable de celle du PCUS, à toutes les époques de son combat. Le PCB fut l'organisateur des succès du peuple de Biélorussie à l'époque de l'URSS, fondée du reste avec la contribution de la RSBS en 1922. Par ses succès dans le domaine économique, social et scientifique, le PCB hissa la Biélorussie au sommet de la civilisation, en même temps que le pouvoir soviétique hissait d'autres peuples au même niveau.

A l'époque de la grande guerre patriotique, dans les conditions d'occupation par les hordes hitlériennes, le PCB organisa la lutte de tout le peuple contre l'ennemi. « La république des partisans »⁴ contribua de façon significative à la grande victoire patriotique, mais aussi à la libération des peuples d'Europe.

Au moment du coup d'État à Moscou en Août 1991, l'activité du PCB-PCUS fut interrompue par les nationalistes qui s'accaparèrent le soviet suprême de Biélorussie. Mais dès Novembre 1991 apparut une association communiste : « Le mouvement pour la démocratie, le progrès social et la justice » (DPSJ), et en Décembre fut fondé le parti des communistes de Biélorussie (PCB).

Cependant le PCB fut créé essentiellement sur des principes social-démocrates et national-communistes (en dehors du PCUS), ce qui prédétermina sa dérive, s'accomplissant dans son alliance ouverte avec des partis nationalistes, libéraux, et social-démocrates, et finalement par son changement de nom : il se fit nommer parti de gauche « monde juste ».

En 1993, l'interdiction de l'activité du PCB-PCUS fut levée par les autorités biélorusses. Cependant le parti prit la décision inconsidéré de se joindre au PCB (opportuniste), et ce fut seulement en 1996, avec la dérive droitière du PCB que le PCB-PCUS reprit son activité dans le PCUS dirigé par Chenine (le parti s'appelait alors UPC-PCUS)

Cependant en 2000, le parti cessa en pratique d'avoir une ligne indépendante consistant dans la défense des intérêts de la classe ouvrière, il entra dans une alliance avec le Parti communiste de la Fédération de Russie (opportuniste), refusa de rester membre du PCUS, interrompit toute critique contre le capitalisme d'État en Biélorussie ; en effet le parti soutint tout à fait sa direction social-démocrate et en 2001 il fut exclu du PCUS pour avoir favorisé la division dans le mouvement ouvrier sur le territoire de l'URSS.

Depuis 2001, la ligne du PCUS est mise en œuvre sur le territoire Biélorusse par l'association républicaine "pour l'union et pour le parti communiste de l'union" (ARUPCU). Les membres de notre organisation furent rejoint en 2010 par les communistes ayant rompu avec le PCB-PCUS (usurpant le nom du PCUS) et le PCB (parti des communistes de Biélorussie – opportuniste), en raison de leur désaccord avec la ligne social-démocrate desdits partis. Nous fondâmes alors le parti communiste de Biélorussie des travailleurs (PCTB) qui entra dans le vrai PCUS. Le PCTB est l'un des concepteurs et membres de « l'initiative », avec l'URCF.

Le PCTB déposa 6 fois tous les papiers nécessaires à l'enregistrement du parti au ministère de la justice de la république de Biélorussie (l'activité d'un parti qui n'est pas enregistré est interdite par la loi en Biélorussie), mais la demande d'enregistrement fut à chaque fois refusée. Ce refus est une violation grossière de la constitution de Biélorussie, laquelle garantit la liberté d'association dans l'article 36. Les cercles dirigeants considèrent qu'ils font suffisamment la démonstration de leur démocratisme en permettant l'activité du PCB opportuniste, qui soutient sans une critique la politique social-démocrate

4 Note du traducteur : A la fin de la guerre l'armée des partisans biélorusse comptait plus 300 000 membres et plus de 7000 organisations secrètes.

du gouvernement). L'ARUPCU et le PCTB font partis de l'*opposition constructive* au régime actuel de la république. Nous faisons partis de l'*opposition constructive*, car la Biélorussie n'est pas socialiste : la Biélorussie a choisi la voie du capitalisme d'Etat. Mais nous appartenons à l'*opposition constructive*, car le président A.G. Lukaschenko, dans sa politique de passage du socialisme au capitalisme est très attentif à honorer les intérêts du peuple travailleur de Biélorussie, mène une politique de privatisation très limitée⁵ de la propriété étatique du secteur industriel, rend le chômage de masse impossible, développe l'économie nationale, conserve certaines réalisations de l'époque soviétique, mène une politique d'intégration sur le territoire de l'URSS, s'oppose à bien des égards à la politique mondiale du Capital, et notamment aux appétits des oligarques russes qui tentent de s'accaparer l'industrie étatique biélorusse.

Enfin notre parti milite pour le retour de la Biélorussie dans une ligne vérifiée et effective de développement, la politique socialiste de développement. En un mot, notre parti milite pour la renaissance du pouvoir soviétique, de l'URSS.

Question : Les côtés positifs de la politique de A.G. Loukaschenko ne sont pas du tout mis en avant par les médias en occident. Il est certain que l'oligarchie occidentale voudrait bien posséder une partie de l'industrie nationale Biélorusse, avant tout, peut-on supposer, pour la détruire, comme ils ont détruit une bonne partie de l'industrie des pays socialistes...

Les médias occidentaux au service de la ploutocratie occidentale présente la Biélorussie comme un « régime totalitaire », et de plus, comme une alliée de la méchante Russie qui est antidémocratique. L'administration de Bush a même qualifié la Biélorussie « d'avant-poste de la tyrannie », et Mme Merkel a qualifié la Biélorussie de dernière dictature d'Europe. Nous voyons en cela le signe que la Biélorussie résiste à l'expansion de l'impérialisme.

Même si la Biélorussie n'est plus une république socialiste, certaines réalisations de l'URSS ont été conservés. La grande industrie du secteur d'État est soutenue par une politique de développement, 85 pour cent de l'économie est étatique, les coopératives agricoles (anciens kokhozes) sont développées par l'État, comme vous l'avez dit, le chômage de masse n'existe pas, la médecine gratuite et le système éducatif et le secteur universitaire sont d'un haut niveau et assurent la gratuité (il existe cependant déjà certains établissements privés et payants), les retraites, les bourses d'études, les subventions sont payées à temps.

Je suis arrivé d'Ukraine où j'ai vécu deux ans. En Ukraine, les fascistes terrorisent souvent les militants de gauches actifs, le pays est au bord de la guerre civile et celle-ci a commencé dans certaines régions, la corruption est endémique à tous les niveaux, les médicaments sont payants (ce sont souvent des médicaments de contrebande, du reste) et il n'existe pas d'assurance maladie digne de ce nom (on voit régulièrement des parents demander de l'argent dans la rue ou le métro pour les soins de leur enfant gravement malade, ou des retraités vivants dans la misère qui demandent de l'aide, c'est révoltant), le système universitaire est dans un piteux état, les villes sont mal entretenues (par exemple le parc de Babi Iar, commémorant le massacre nazi, à peine entretenu, semble abandonné, et par endroit il évoque la forêt vierge), la nourriture vendue dans les magasins est souvent de mauvaise voire de très mauvaise qualité. En un mot, le peuple d'Ukraine vit une véritable tragédie depuis la fin de l'URSS.

En Biélorussie, je constate que les gens sont calmes, ils ne semblent pas inquiets : Minsk est une très belle ville parsemée de parcs, de squares, fleurie et très bien entretenue, je n'ai remarqué aucun bâtiment ou immeuble dans un état de délabrement similaire à celui de certains bâtiments que l'on trouve en plein centre de Kiev- où l'on se demande parfois si l'on ne va pas recevoir un balcon sur la tête. De plus, la sécurité est assurée par des organes compétents et efficaces; la corruption existe, mais elle est à un niveau bien inférieur à celui que chacun peut constater en Ukraine ; la nourriture vendue

5 Note du traducteur : 85 pour cent de l'économie est étatique en Biélorussie.

dans les magasins est correcte ; les partis fascistes et nazis sont interdits, votre président a fait construire au début des années 2000 une très belle bibliothèque (23 étages, 20 salles de lecture, 9 millions de livres, un système informatisé et automatique de recherche des livres dont la BNF et toutes les grandes bibliothèques les plus modernes sont dotées), un immense complexe sportif capable d'accueillir des championnats dans près de 30 disciplines a été construit (c'est le troisième en Europe) etc.

Vous l'avez dit, la Biélorussie a choisi le capitalisme d'État. Pourriez-vous préciser cette caractérisation ?

Réponse : Il s'agit d'un capitalisme d'État spécifique, car il n'est pas le résultat du développement d'une société capitaliste, ayant atteint l'étape précédant immédiatement, selon Lénine, le socialisme. Le système biélorusse est le résultat d'une régression du socialisme réel, vers le capitalisme d'État. Le pouvoir est tenu par une classe bourgeoise singulière : il s'agit essentiellement d'une classe de fonctionnaires, même s'il existe un capital privé, et une petite bourgeoisie assez importante.

Il n'est pas juste de caractériser la république Biélorusse de socialiste, car le socialisme est possible seulement quand la classe ouvrière est au pouvoir, mais la classe ouvrière Biélorusse est tenue à l'écart de l'État et de la direction des entreprises. Rechercher des ouvriers ou des kolkhoziens dans l'assemblée nationale de Biélorussie ? Autant chercher une aiguille dans une botte de foin ! Les soviets (conseils) qui ont été conservés à différents niveaux ne forment plus un système : ils ne sont plus les organes du pouvoir, mais sont des organes d'auto-organisation dans lesquels ne sont représentés que des fonctionnaires, des directeurs d'entreprises et d'institutions, des « députés professionnels ». Tous ces gens défendent les intérêts de leurs clans, et pas les intérêts de la classe ouvrière.

Les contrats à durée déterminée font du travailleur un être tout à fait dépendant de son employeur, c'est là un signe distinctif de la société bourgeoise. Le contrat à durée déterminée et individuel étouffe sa créativité, influe négativement sur la productivité du travail et prive le travailleur de sa confiance en l'avenir.

Le président de la Biélorussie mène une politique de marché ; il n'y a pas de planification en Biélorussie, même si des éléments de la planification ont été conservés sous la forme de prévisions, ce qui, bien entendu, diminue le caractère instable de l'économie bourgeoise. En même temps, nous avons en Biélorussie tous les défauts de l'économie de marché que connaît tout État capitaliste : une inflation constante⁶, l'augmentation des prix, une vaine concurrence, l'instabilité de la monnaie, « surproduction » chronique etc.

En ce qui concerne la « tyrannie » et la « dictature » dans notre république, il faut dire que ces affirmations sont tout à fait hypocrites. Malgré le renforcement des pleins pouvoirs du président dans la constitution adoptée par référendum en 1996, il n'y a ni plus ni moins de dictature qu'aux États-Unis, au Canada et dans les pays de l'Union Européenne. Le capitalisme global, représenté par les élites politiques et militaires des États impérialistes, dans son expansion militaire et médiatique (ce qui passe par une guerre psychologique), cache ses activités antidémocratiques et accuse hypocritement de politique anti-démocratique, de violation des droits de l'homme et même de terrorisme tout État qu'il souhaite détruire, prendre, piller pour enfin le placer sous son influence.

Nombreux sont les peuples et les États qui aujourd'hui ont expérimenté dans leur chair la politique de « démocratie » menée par les États-Unis et les États de l'Union européenne, puisque certains peuples voient revenir le fascisme, ou en ont même été les victimes directes : la Yougoslavie, l'Irak, la Libye, l'Afghanistan, la Syrie, la Corée populaire, et maintenant l'Ukraine. Il ne s'agit pas là du tout d'une politique démocratique, mais d'un terrorisme d'État pur et simple. Précisément, on ne peut accuser la Biélorussie de cette politique anti-démocratique, qui ne manifeste pas la moindre tendance agressive. Cependant nous avons, comme tout pays dirigé par la bourgeoisie, des problèmes concernant la

⁶ Note du traducteur : 100 000 roubles biélorusses valent environ 8 euros.

réalisations des droits et des libertés déclarés dans la constitution.

Les communistes ne sont pas contre la dictature, si celle-ci est dirigée par le prolétariat pour la construction d'une société juste (cette période de dictature doit être limitée à cette période de construction). Les communistes sont contre la dictature de la bourgeoisie, quelque soit la forme dans laquelle elle se manifeste : présidentielle, parlementaire, ou présidentielle et parlementaire...

Question : *Les biélorusses estiment-ils leur président ? Quelle politique mène-t-il vis-à-vis des communistes ? Sont-ils persécutés ?*

Réponse : Si l'on considère les résultats des élections présidentielles et des référendum, la majorité du peuple biélorusse – et c'est avant tout le peuple travailleur- soutient la politique du président A.G. Loukachenko ; le peuple l'appelle même son « père » et met un sens positif dans ce mot.

A.G. Loukachenko aujourd'hui n'est nullement communiste, mais il est étranger à tout anticommuniste. Toutefois, il préfère entretenir des relations avec le parti communiste de Biélorussie (PCB), qui est un parti social-démocrate -ce parti soutient totalement la politique social-démocrate du président. En Russie, le « père » entretient des relations avec le parti communiste de la Fédération de Russie et son chef, G.A. Zougianov.

Il n'y a jamais eu de persécutions contre les communistes en Biélorussie. Mais, avons-nous vu, le PCTB, parti qui travaille avec l'URCF dans l' « initiative » européenne, essuie un refus à chaque fois qu'il tente de s'enregistrer auprès de l'État.

Question : *Quelles sont les menaces intérieures et extérieures auxquelles la Biélorussie doit faire face ?*

Réponse : Bien entendu, la république est menacée. A l'intérieur elle doit faire face à l'opposition compradore de droite, ayant pour but d'engager le pays dans une voie libérale et nationaliste, pour la détacher de la Russie et l'intégrer à l'Union Européenne et à l'OTAN . Mais la confiance que font les travailleurs à cette opposition est quasiment nulle.

Il faut aussi noter cette partie du pouvoir des fonctionnaires qui rêve de privatiser l'industrie étatique et de vivre comme l'oligarchie russe.

A l'extérieur la Biélorussie est menacée comme beaucoup d'autres États par l'élite politico- militaire des États-Unis et de l'Union européenne, qui aspirent à la domination du monde, ce qui passe par l'expansion de l'OTAN à l'Est. Elle utilise les méthodes habituelles de pression : blocus économique, isolement politique des haut responsables du pays à l'échelle internationale, guerre psychologique permanente etc.

Une partie significative de l'élite polonaise est hostile à la république. Il semble qu'elle ne puisse pas renoncer aux régions de l'Ouest de la Biélorussie, qu'elle dominait il y a longtemps. Dans le but de reconquête de ces régions, la Pologne tente d'utiliser des citoyens biélorusses de nationalité polonaise. Toutefois la majorité écrasante des biélorusses de nationalité polonaise refuse de soutenir cette aventure, d'autant plus que le gouvernement de biélorusse mène une politique vraiment démocratique dans le domaine des nationalités et des confessions, consistant à interdire réellement toute violation des droits, quelque soit la nationalité et religion de citoyens.

Ainsi, il n'y a pas de problème dans les relations entre nationalités en Biélorussie, d'autant plus que suite à un référendum sur cette question (initié par le président A.G. Loukachenko), il y a deux langues officielles de la république⁷, le Russe et le Biélorusse. Aussi quelque soit leur nationalité les citoyens

⁷ Note du traducteur : la question de la langue est utilisée par les fascistes en Ukraine pour attiser les conflits entre ukrainiens russophones et ukrainiens ukrainophones. Aujourd'hui l'unique langue officielle est l'ukrainien bien que la moitié, si ce n'est plus, de la population parle le russe dans la vie quotidienne. Mais lorsqu'une loi a tenté de faire du russe une des deux langues officielles de l'Ukraine (sous le président corrompu pro-occidental Ianoukovitch) les

ont le droit de développer leur culture⁸.

Les intrigues internationales contre la Biélorussie n'ont pas aujourd'hui vraiment de conséquences, elles influent peu sur le développement du pays, puisque la stabilité sociale est fondée sur un solide développement, et pas sur la dégradation de l'économie. L'économie oblige l'Europe à travailler avec la Biélorussie, car le gaz russe transite par son territoire, et des marchandises européennes sont acheminées vers la Russie par la Biélorussie. Pourquoi nuire à la Biélorussie ?

C'est pourtant ce que font les Etats-Unis pour porter atteinte à leurs alliés en Europe, lesquels sont en même temps ses concurrents : ils porte préjudice à la Biélorussie notamment pour nuire aux relations commerciales qui existent entre l'Europe et la communauté des États indépendants. Je ne crois pas que cela plaise aux gouvernants, ni aux peuples de l'Union européenne.

Questions : Les relations d'alliés entre la Russie et la Biélorussie sont parfois difficiles. Les oligarques russes voudraient que les moyens de productions étatiques biélorusses soient privatisés, mais ils n'y sont pas parvenus jusqu'à présent.

Réponse : En effet, les relations sont inégales. Cependant aujourd'hui les tensions dans les relations marchandes entre les deux parties de l'union des États appartiennent au passé, la coopération se développe de façon satisfaisante dans la ligne de l'union économique eurasiatique (Biélorussie, Kazakstan, Russie), car l'accord concernant cette union a été signé il y a peu et doit entrer en vigueur le 1 Janvier 2015, bien que l'accord n'entre pas en vigueur dans sa version initiale, qui était la meilleure.

Mais la réalisation de l'accord concernant la création d'une union étatique entre la Biélorussie et la Russie qui ne serait pas une union seulement économique, mais aussi politique, ne progresse guère. Au jour d'aujourd'hui, l'acte constitutionnel de l'union étatique n'est pas signé, et conséquemment les institutions gouvernementales de cette union ne sont pas développées. Il y a peu, à la suite d'une rencontre entre le président de la Biélorussie Loukachenko et le ministre des affaires étrangères russe, Lavrov, il a été décidé de mettre ce processus en œuvre. Nous espérons qu'il se réalise.

Néanmoins, ce qui saute aux yeux, c'est que la politique étrangère de la Russie et de la Biélorussie n'est pas toujours tout à fait la même; or l'accord en question envisage une politique étrangère concertée. Par exemple, la Russie souhaite la conservation de l'unité de l'État ukrainien par sa fédéralisation, mais la Biélorussie se prononce pour la conservation de son caractère unitaire (sans fédéralisation). La Russie n'a pas reconnue la légitimité de Tourtchinov, car il a été nommé président suite à un coup d'État fasciste, organisé par les services des États-Unis, mais la Biélorussie a tenu des négociations officielles avec Tourtchinov pendant lesquelles celle-ci a proposé son aide à l'Ukraine. Ce faisant A.G. Loukachenko a reconnu en Tourtchinov le représentant légitime de l'Ukraine. Pourtant ce dernier est l'homme qui a ordonné le début de l'opération prétendument « antiterroriste », qui n'est en vérité rien d'autre qu'une opération terroriste contre la partie russophone de son propre pays, contre les régions de Donetsk et Lougansk, où vivent du reste aussi des biélorusses.

Ce genre de dissensions dans les questions de politique étrangères sont extrêmement nuisibles, car elles portent atteintes à l'image de l'Union entre les États. Elles ne rendent pas cette union attractive pour les autres États.

Nous saluons tous les efforts et processus d'intégration sur le territoire de l'Union Soviétique, même s'ils se font sur des fondements bourgeois. Ces processus unitaires s'opposent aux plans du capital global visant à laisser l'État des soviétiques en ruine, pour interdire toute renaissance de l'URSS. La bourgeoisie ne peut survivre une journée sans le prolétariat, sans son exploitation, c'est pourquoi s'unifiant, animée par ses intérêts de classe, elle ne peut pas ne pas unir par la même occasion le prolétariat, et contribuer ainsi à la réalisation de notre slogan : « Prolétaire de tous les pays, unissez-

fascistes ont tant gesticulé, que la loi a été abandonnée.

8 Note du traducteur : Plusieurs centaines de milliers de biélorusses sont de nationalité polonaise. Ils peuvent faire le choix de mettre leurs enfants dans des écoles polonaises, où l'enseignement se fait en polonais.

vous ! » Il est évident qu' un prolétariat uni aura moins de mal à renaître dans son État – l'Union soviétique- qu'un prolétariat dont l'unification est entravée par des frontières. C'est ainsi que nous voyons le futur des relations entre la Biélorussie, la Russie et avec toutes les autres républiques sœurs.

Question : Un coup d'État fasciste a eu lieu en Ukraine. Quelle est votre position sur ce qui se passe en Ukraine, et notamment dans les régions de Donetsk et Lougansk ? Pourquoi la fédération de Russie n'a-t-elle pas reconnu l'indépendance des républiques proclamées là-bas, ainsi que la fédération de nouvelle Russie ?

Réponse : Nous espérons qu'une telle reconnaissance accompagnée de succès dans la lutte pour la libération nationale des populations de Donetsk et Lougansk est encore à venir. La participation aux référendum a été massive, et les résultats sont incontestables : les populations de ces régions ont voté massivement pour la création de républiques autonomes et pour la fédération de nouvelle Russie à laquelle d'autres régions d'Ukraine pourront se joindre ultérieurement. Ces référendum sont bien plus légitimes que l'élection du nouveau président d'Ukraine, Petro Porochenko, pour lequel n'a voté que le tiers des électeurs.

Pourquoi la Russie ne reconnaît-elle pas la fédération de nouvelle Russie ? Il est impossible de connaître les plans cachés des gouvernements. Mais on peut identifier deux raisons fondamentales.

1. Entre les gouvernements des oligarques en Russie et les élites du capital globalisé, il y a eu un accord secret selon lequel l'Ouest n'entreprendrait aucune action décisive contre l'adhésion de la Crimée à la Russie (laquelle Crimée est un « morceau » important et une place d'arme stratégique) et la Russie en retour n'entreprendrait rien contre la pacification, par le Capital globalisé, du reste de l'Ukraine.
2. Le gouvernement des oligarques Russe a eu peur de la logique de la lutte de libération nationale des régions de Donetsk et de Lougansk qui en est arrivé à la nécessité de la nationalisation de la propriété des oligarques ukrainien. Cette nationalisation des moyens de productions pourraient donner des idées aux peuples de la fédération de Russie, où l'oligarchie est la classe dominante.

Oui, le 23 Février a eu lieu un coup d'État fasciste à Kiev, inspiré et organisé par les services des États-Unis, et débutant une nouvelle « révolution colorée », dont le but est soit la destruction, soit la division de l'État ukrainien pour la possession des riches ressources naturelles du pays, la destruction de l'industrie dans le but d'ouvrir les portes de l'économie aux produits américains, et mettre au pouvoir un pouvoir de collaborateur plus docile encore, qui donnerait satisfaction à toutes les lubies du capital global dans sa politique guerrière. Enfin, l'un des buts de l'opération est aussi d'approcher un peu plus les bases militaires de l'OTAN et ses missiles de la Russie.

Les États-Unis aspirent à la domination complète de l'Ukraine. Au début, ils ne voyaient aucune objection à ce que les nouveaux riches ukrainiens, « libérés » des lois soviétiques par la destruction de l'URSS, s'accaparent la propriété du peuple soviétique et accumulent ainsi une grosse fortune. Cette première phase du projet devait s'achever par l'opposition du peuple travailleur aux oligarques. C'est ce qui s'est produit.

Une situation anti- oligarchique révolutionnaire est advenue (Maidan), et les États-Unis ont utilisé l'absence de parti communiste révolutionnaire en Ukraine capable de réaliser un rôle d'avant-garde pour que la révolution triomphe (les communistes ont perdu la confiance du peuple puisqu'ils n'ont pas réussi à conserver l'URSS, le socialisme). Ils ont pris la politique ukrainienne en main, utilisant à cette fin les fascistes ukrainiens, dont les unités militaires ont été entraînées par d'autres États avant les événements.

Le coup d'État a réussi, le président légitime des oligarques Ianoukovitch ne satisfaisant plus les appétit de l'Ouest, refusant de se mettre sous la tutelle de l'Union européenne, dut, sous peine d'être exécuté, quitté son poste, qui est aujourd'hui occupé par un autre oligarque, Porochenko.

Comme toujours pour le capital global, les acteurs des mouvements de libération nationale qui militent pour la paix comme dans le sud-est de l'Ukraine sont étiquetés « terroristes » ; une opération prétendument antiterroriste a été engagée, en d'autres termes une politique authentiquement terroriste est menée contre le Sud-Est de l'Ukraine.

Remarquons que l'agression du Capital global contre l'Ukraine et la réanimation du fascisme conçu comme un moyen de garantir sa domination survient sur le territoire de l'ancienne URSS, ce qui est un défi pour le peuple soviétique, et en vérité, une tentative de revanche sur sa victoire dans la grande guerre patriotique.

Le capital global, avec ses habitudes fascistes, a aujourd'hui ce dont Hitler rêvait, - la bombe atomique, et représente pour l'humanité une véritable menace. La victoire du fascisme en Ukraine inspirera inévitablement les fascistes d'Europe et du monde dans l'organisation de coups d'État similaires. Les événements ukrainiens peuvent être le prologue à une troisième guerre mondiale, à laquelle l'humanité pourrait ne pas survivre.

C'est pourquoi les soviétiques et la société mondiale est intéressée à la résistance contre l'agression fasciste en Ukraine.

Question :

Votre région – la Russie et les républiques voisines, y compris la Biélorussie, est-elle le maillon faible de la chaîne impérialiste mondiale ? Faites-vous un pronostic ? la révolution est-elle proche ou éloignée ?

Oui, notre région est le maillon faible de la chaîne impérialiste mondiale. Mais les communistes ne sont pas des oracles. Fondés sur la science de la vie sociale, le marxisme-léninisme, ils savent que la révolution socialiste est inévitable, nécessaire, et que l'humanité ne trouvera son bonheur et ne sera sauvée que par elle ; mais quand une telle révolution adviendra, et quelle forme elle prendra, il est impossible de le prédire. Nous sommes pour une révolution pacifique, mais le caractère violent ou non violent de la révolution ne dépend hélas pas seulement de nous. Il dépend aussi de l'adversaire du peuple travailleur, qui es tout à fait coutumier des méthodes les plus violentes pour atteindre ses buts.

Jean-Paul Lechas : Cher camarade, je vous remercie pour votre hospitalité fraternelle, et vous remercie d'avoir bien voulu répondre à mes questions pour l'URCF. Au nom de l'URCF, je tiens à souhaiter à tous les camarades biélorusses, et plus largement au PCUS, des succès aussi glorieux que par le passé.